

## La Grande-Bretagne peut-elle être européenne?

Emile CHABAL & STEPHANE MALINOWSKI

**La Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui dans une crise politique aigue qui pourrait entraîner la désintégration du pays et sa sortie de l'Union européenne. Après la parution d'un manifeste célébrant l'exceptionnalisme britannique, le débat s'enflamme parmi les historiens, dans la bataille pour ou contre l'Europe.**

Le parti conservateur peut légitimement se féliciter de sa récente victoire électorale, mais son succès ne modifie en rien la crise politique actuelle en Grande-Bretagne. On pourrait même dire que l'avenir du pays n'a jamais été aussi incertain depuis l'époque des « Troubles » nord-irlandais dans les années 1970 et 1980. La crise se décline autour de deux axes majeurs. Le premier tient au renouveau du nationalisme écossais. Bien que les Écossais aient rejeté l'indépendance au moment du référendum de 2014, le *Scottish National Party* (SNP) a su profiter d'une nouvelle dynamique séparatiste et anti-austérité. En gagnant 56 des 59 sièges écossais aux élections de mai 2015, il s'est assuré une place de choix dans le débat politique national. Dorénavant, les deux grands partis politiques britanniques devront s'accommoder de cette nouvelle puissance politique.

Le deuxième élément de la crise tient à la montée en puissance de l'euroscpticisme. Même si le *United Kingdom Independence Party* (UKIP) n'a réussi à gagner qu'un seul siège à Westminster, le parti peut se vanter d'avoir recueilli 3,8 millions de suffrages (12,6 %). Avec la réélection de David Cameron – qui rend presque inévitable un référendum sur l'Europe avant 2017 – le débat autour du rôle de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne (UE) n'a jamais été aussi houleux. Il est donc peu surprenant que les historiens se soient engagés à leur tour sur ce terrain fragile. De même que les historiens allemands se sont retrouvés au milieu du *Historikerstreit* des années 1980 autour de la mémoire de la Shoah, et que les historiens français se sont mobilisés pour ou contre les « lois mémorielles » des années 2000, les historiens britanniques sont aujourd'hui à la pointe d'une guerre culturelle et politique dans laquelle l'avenir européen de la Grande-Bretagne est devenu un véritable enjeu historiographique.

### Les « *Historians for Britain* »

C'est dans ce contexte que l'on doit comprendre l'émergence du groupe [\*Historians for Britain\*](#), dont les origines remontent à la publication d'une [lettre dans le quotidien \*The Times\* en 2013](#). Signée par 22 historiens connus, cette lettre plaidait pour une « renégociation » de la relation entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Peu remarqué à l'époque, ce groupe d'historiens a néanmoins décidé de prolonger cet engagement en créant une association en 2014, entièrement financée par l'organisation patronale euroscptique *Business for Britain*. Après une élection qui a confirmé de manière spectaculaire la persistance de la question européenne dans le débat politique britannique, ils ont décidé d'intervenir à nouveau en mai 2015.

Cette fois-ci, l'intervention est venue sous la forme d'une « tribune » publiée dans la revue d'histoire populaire *HistoryToday*. Intitulé [Britain: apartfrom or a part of Europe?](#) et signé par David Abulafia (le président des *Historians for Britain* et professeur d'histoire

méditerranéenne à Cambridge), le texte avait pour but de développer l'argument des signataires de la lettre de 2013, selon lequel « la renégociation [de la relation entre la Grande-Bretagne et l'UE] doit inclure un engagement de la part de l'UE de se réformer et, au minimum, de laisser aux pays qui ne souhaitent pas faire partie d'une 'États-Unis d'Europe' la liberté de s'appuyer sur leurs institutions souveraines sans interférence ». Dans un débat politique déjà surchargé de polémique anti-européenne, un tel argument n'a rien d'étonnant. Mais, si cette tribune a attiré l'attention des lecteurs, c'est parce qu'elle avait non seulement vocation à présenter une vision politique du problème, mais aussi une vision historique. Selon Abulafia et ses collègues, il s'agissait de montrer « en quoi le Royaume-Uni s'est développé de manière distincte en comparaison avec ses voisins continentaux ».

Pour ce faire, les auteurs du texte s'appuient sur trois arguments. Premièrement, ils suggèrent que la Grande-Bretagne a connu « une continuité [...] sans parallèle en Europe » qui provient de certains « principes de comportement politique qui ont leurs racines dans le XIII<sup>e</sup> siècle ou avant » et des « institutions anciennes » telles que le parlement et les universités britanniques. Deuxièmement, les auteurs soutiennent que la Grande-Bretagne n'a pas souffert de « nationalisme intense », que le « tempérament politique des britanniques a été plus doux (*mild*) que dans d'autres grands pays européens », et que la Grande-Bretagne n'a pas été troublée par les grandes idéologies du XX<sup>e</sup> siècle (« le fascisme [...] l'antisémitisme [...] le communisme »). Troisièmement, ils renforcent leur argument en y rajoutant un élément global : le fait que « la Grande-Bretagne [...] a régné sur de vastes terres très loin de l'Europe » confirme, selon eux, que le destin ultime de la Grande-Bretagne ne peut pas être simplement européen. Ensemble, ces trois arguments démontrent « le caractère distinct du Royaume-Uni, ancré dans une histoire largement ininterrompue depuis le Moyen Âge ».

Sans surprise, la réaction de la part de la communauté historique en Grande-Bretagne a été instantanée. [Une lettre dans \*History Today\*](#) – signé par plus de 250 historiens – a immédiatement dénoncé les erreurs et les approximations de l'article d'Abulafia. Un autre groupe d'historiens a créé une association en ligne nommé [Historians for History](#). La controverse a même pénétré [la presse nationale](#). Le débat est cependant loin d'être clos. Même si la plupart des réactions se sont focalisées sur les détails de l'article et surtout sur sa caractérisation très contestable de l'histoire médiévale et moderne, le manifeste des *Historians for Britain* soulève des questions beaucoup plus profondes sur l'historiographie de la Grande-Bretagne et l'état de la discipline. C'est pour cela qu'il nous a paru important, non seulement de critiquer le détail du manifeste, mais également de démonter une certaine vision de la Grande-Bretagne qui a ses racines dans l'histoire britannique du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. En particulier, nous souhaitons revisiter deux éléments cruciaux qui sous-tendent l'argumentation des *Historians for Britain* : le mythe de la continuité et l'idée d'une exception britannique.

### **Le mythe de la continuité**

Une des hypothèses les plus puissantes dans le texte d'Abulafia est celle de la continuité ; la Grande-Bretagne, nous dit-on, a connu une « histoire ininterrompue ». À première vue, cette vision semble recevable au moins pour l'époque contemporaine. Si l'on se tient uniquement à l'histoire politique, il y a de fortes continuités dans les méthodes de gouvernance et les institutions d'un pays qui n'a vécu ni révolution majeure, ni occupation depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Britanniques n'ont pas connu la fureur jacobine, le bouleversement des conquêtes napoléoniennes, les purges du régime bolchevique, ou les passions raciales des nazies. Même là où les forces britanniques se sont engagées militairement – Mafeking, Ypres, Gallipoli... – cela n'a pas touché directement ceux qui sont restés en métropole. On peut comprendre alors pourquoi les *Historians for Britain*

prétendent que l'histoire de la Grande-Bretagne a suivi une trajectoire plus ou moins ininterrompue jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle.

Cependant, il est clair que cette continuité n'a été qu'un mythe pour la grande majorité de la population des Îles Britanniques et de son empire. Que l'on pense aux exactions commises contre les populations indigènes en Australie ou en Inde, ou bien aux expériences des classes populaires en métropole, les ruptures ont été profondes. La « Révolution industrielle », par exemple, a transformé la société britannique en profondeur en y introduisant de nouveaux systèmes de gouvernance et d'organisation socio-spatiale. Pour les communautés ouvrières qui ont connu l'industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle et la désindustrialisation au XX<sup>e</sup> siècle, la continuité n'était pas à l'ordre du jour. D'ailleurs, une littérature abondante en témoigne : les textes de Charles Dickens ou de Friedrich Engels se voulaient des récits d'une société déchirée par les conflits sociaux et l'inégalité.

Mais si de telles discontinuités existent, comment un groupe d'historiens peut-il aussi facilement les mettre de côté en faveur du récit d'une continuité « ininterrompue » ? Cela s'explique par la grande stabilité de l'élite britannique à l'époque contemporaine. À travers certaines écoles et universités (Eton, Oxford...), et un clientélisme puissant dans la City et l'empire colonial, l'élite britannique a su maintenir sa cohésion. Par comparaison, les élites allemandes ont connu plusieurs ruptures avec la montée des nazis et l'installation du régime communiste à l'Est ; les élites françaises ont souffert de multiples dislocations, de la Révolution française à la Guerre d'Algérie ; et le communisme a déformé les élites des pays de l'Est après 1945. En revanche il n'y a pas eu d'équivalent du massacre de Katyn en 1940 pour les élites britanniques, qui ont rarement eu à craindre pour leur vie.

Cette capacité remarquable de l'élite britannique à se reproduire et à maintenir sa légitimité a naturellement renforcé une image de continuité « ininterrompue » et, en même temps, a rendu inaudible la critique. La perpétuation de la « tradition » dans les réfectoires d'Oxford et Cambridge, ou dans la Chambre des Lords, est largement reconnue, mais provoque rarement les mêmes réactions qu'ailleurs. Il n'y a pas en Grande-Bretagne d'école de sociologie critique comme celle de Pierre Bourdieu, ni de livres populaires sur l'influence démesurée des universités comme l'on trouve aux États-Unis avec les écoles de la *Ivy League*. Au contraire, la colère des eurosceptiques britanniques contre les « bureaucrates à Bruxelles » ne fait que protéger les élites métropolitaines. En France, le Front National a depuis plusieurs décennies développé une critique de « l'énarchie » et des grandes écoles sur lequel s'est superposée une critique de l'élite européenne, tandis que UKIP se borne à dénoncer uniquement une élite « étrangère ».

Ainsi la vision qui sous-tend la tribune des *Historians for Britain* – et l'euro-scepticisme britannique de manière générale – n'est-elle pas celle d'une continuité et d'une stabilité partagées, mais plutôt celle de la reproduction d'une élite qui a réussi à ancrer le mythe de la continuité dans la culture politique britannique. Il est évident que ni le Parlement britannique, ni la monarchie, ni le pouvoir des médias, ni le fonctionnement des universités, ni le rôle des institutions financières, ni la formation des avocats et des juges n'est le même qu'à l'époque de *Pitt the Younger*. Mais cela n'empêche pas les *Historians for Britain* d'entretenir ce mythe dans leur tribune. Certes, les élites britanniques du XXI<sup>e</sup> siècle sont souvent issues des mêmes écoles prestigieuses que leurs ancêtres et cela peut donner une apparence de continuité dans les paroles et les actes. Mais la Grande-Bretagne n'est pas – et n'a jamais été – un pays stable.

### **Une exception britannique ?**

Le mythe d'une histoire britannique ininterrompue confirme logiquement le second élément crucial du manifeste des *Historians for Britain* : l'idée d'une exception britannique. D'un point de vue historique, cela n'a rien d'étonnant ; chaque nation se veut exceptionnelle.

Les Allemands ont eu leur *Sonderweg*, les Français pensent que leur République est unique au monde, les Polonais vivent dans le « Christ des nations », et les Irlandais maintiennent que leur histoire n'est comparable à nul autre pays. Mais les *Historians for Britain* ne sont pas seulement les défenseurs de l'exception britannique. Ils soutiennent que les particularités britanniques font de la Grande-Bretagne un pays beaucoup moins « européen » qu'on ne le pense. Pour reprendre exactement l'expression utilisée dans le texte : « le Royaume-Uni a toujours été un partenaire de l'Europe sans jamais avoir été un participant à plein temps (*full participant*) ».

Un tel argument a été largement rejeté par plusieurs générations d'historiens mais le fait qu'il puisse être reproduit sans commentaire par un groupe d'historiens plus ou moins réputés montre à quel point l'idée d'une exception britannique persiste dans les discours. Au niveau populaire, l'utilisation banale du terme « *the Continent* » pour décrire tous les territoires de l'autre côté de la Manche trahit une vision insulaire de la Grande-Bretagne. Et au niveau de l'enseignement de l'histoire dans les universités, l'histoire « britannique » reste un sujet à part qui n'est presque jamais intégré avec l'histoire « européenne », « globale » ou même (à Oxford) « générale ». L'ajout d'une dimension « impériale » concerne toujours l'Empire britannique, et des débats persistent sur la pertinence d'incorporer (ou non) l'histoire écossaise, galloise et irlandaise dans les cursus d'histoire britannique.

Cette tendance a été exacerbée par la prééminence mondiale de l'anglais et le faible niveau de connaissance de langues étrangères parmi les étudiants britanniques. Il est difficile aujourd'hui de réunir un nombre suffisant d'étudiants pour pouvoir enseigner des cours d'histoire avec des textes en langue française, et il est presque impossible de trouver un étudiant dans les universités les plus prestigieuses qui maîtrise l'allemand, l'espagnol, l'italien ou le portugais. Au niveau doctoral, la formation en langue étrangère a quasiment disparu. Tandis que la plupart des doctorants en histoire et en sciences sociales aux États-Unis et en Europe sont obligés d'apprendre une langue étrangère, il est rare de trouver les mêmes exigences en Grande-Bretagne. Au fil des années, ce manque de compétences – surtout par rapport aux pays de l'Europe du nord – nourrit une vision étroite, voire insulaire, de la pratique de l'histoire.

Ce processus n'avait pourtant rien d'inévitable. Depuis plusieurs décennies, les universités britanniques ont accueilli un nombre impressionnant de chercheurs européens et non-européens. Il y a aussi une excellente tradition de recherche historique sur les pays européens<sup>1</sup>. D'ailleurs il est frappant de constater qu'un nombre important des *Historians for Britain* ont écrit des textes brillants sur l'histoire de l'Europe. Pourtant, cette densité de travail scientifique ne semble pas avoir infléchi l'idée d'une incompatibilité entre les trajectoires historiques de la Grande-Bretagne et « l'Europe », même si quelques aperçus historiographiques suffiront pour montrer à quel point cette dichotomie est fautive.

Prenons comme premier exemple l'histoire de l'impérialisme britannique. L'argument des *Historians for Britain* selon lequel la portée « globale » de la Grande-Bretagne la démarquerait de ses voisins européens nous semble particulièrement surprenant. Doit-on croire que les engagements extra-européens des Français, des Belges, des Néerlandais, des Allemands ou des Portugais à l'époque contemporaine ont rendu chacun de ces pays « moins » européens ? Tout le contraire ! L'impérialisme et ses effets ont été des phénomènes profondément européens. L'imagination raciale des colonisateurs, l'exploitation des terres et des hommes, la destruction de sociétés entières, et les guerres coloniales sont des aspects fondamentaux de l'histoire britannique aussi bien que l'histoire européenne.

---

<sup>1</sup> On pense, par exemple, à Richard Cobb et Theodore Zeldin sur la France, Ian Kershaw sur l'Allemagne, ou Hugh Seton-Watson sur la Russie. Richard J. Evans, *Cosmopolitan Islanders: British Historians and the European Continent* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009).

Il serait même possible de défendre l'idée que la violence a été une partie constituante de l'histoire britannique contemporaine. Les historiens de l'Irlande, de l'Inde et du Kenya ont à plusieurs reprises mis l'accent sur les effets dévastateurs de l'impérialisme britannique et il existe maintenant une historiographie de plus en plus riche sur la violence coloniale comparée et le « génocide » colonial<sup>2</sup>. Malheureusement, comme le montre le grand succès des ouvrages de l'historien néo-impérialiste Niall Ferguson, ces travaux n'ont pas encore pénétré le débat public<sup>3</sup>. En France, les « guerres de mémoires » autour de la décolonisation et l'héritage de l'esclavage sont devenu omniprésents dans les débats intellectuels et politiques depuis les années 1990, mais on ne parle peu (ou pas) des partitions de l'Inde, de la Palestine ou de l'Irlande en Grande-Bretagne, sauf sous un angle nostalgique.<sup>4</sup> On comprend alors mieux l'impasse des *Historians for Britain* sur la question du passé violent d'un État britannique qui, de 1945 à 1992, a participé à plus de guerres qu'aucun autre pays (18, devant l'Inde – 16 – et les États-Unis – 12)<sup>5</sup>. Peut-on alors vraiment parler d'un tempérament britannique particulièrement « doux » ?

Au-delà de la question coloniale, les *Historians for Britain* ont raison de dire que la Grande-Bretagne n'a pas connu de régime fasciste, même si une part importante de l'élite britannique a ouvertement apprécié le fascisme dans les années 1930<sup>6</sup>. Ils ont raison aussi de dire que le communisme a eu un effet négligeable sur la politique britannique, même si quelques-uns des historiens les plus influents du XX<sup>e</sup> siècle (Eric Hobsbawm, E.P. Thompson...) ont été membres du *Communist Party Historians Group* dans les années 1950. Toutefois, tout cela ne prouve pas que la Grande-Bretagne ait été un pays « doux », ni que son histoire ait été forcément distincte de ceux de ses voisins européens. Par exemple, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne était le symbole du capitalisme triomphant et de la destruction de la société préindustrielle ; elle était à la pointe de ce processus mais il est impossible de comprendre la transformation économique de l'Europe sans y intégrer une variété de perspectives. Il est vrai que les élites économiques britanniques ont réussi de manière spectaculaire à exploiter l'étendue maritime de leur empire aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – et c'est sans doute cette volonté de profiter de l'Europe sans contrepartie qui sous-tend l'euro-scepticisme britannique aujourd'hui – mais là encore les Britanniques ne sont pas les seuls. Au XX<sup>e</sup> siècle, la Suisse aussi a su s'enrichir sans s'engager dans des guerres meurtrières. On voit alors que l'histoire économique de la Grande-Bretagne est à la fois métropolitaine, européenne et globale.

Impossible également de comprendre l'histoire culturelle de la Grande-Bretagne sans la situer dans son contexte européen. Des mouvements intellectuels ou artistiques tels que les « Lumières », le romantisme ou le modernisme n'ont pas de sens sans référence à l'Europe

---

<sup>2</sup> Thoralf Klein & Frank Schumacher (eds.), *Kolonialkriege: Militärische Gewalt im Zeichen des Imperialismus* (Hamburg: Hamburger Edition, 2006); Michael Burleigh, *Small Wars, Far Away Places: The Genesis of the Modern World 1945-65* (Basingstoke: Macmillan, 2013); D. M. Leeson, *Black and Tans: British Police and Auxiliaries in the Irish War of Independence* (Oxford: Oxford University Press, 2011); David Anderson, *Histories of the Hanged: Britain's Dirty War in Kenya and the End of Empire* (London: Weidenfeld, 2005); Caroline Elkins, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya* (London: Pimlico, 2005); Daniel Branch, *Defeating Mau Mau, Creating Kenya. Counterinsurgency, Civil War, and Decolonization* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009); Richard Stubbs, *Hearts and Minds in Guerrilla Warfare: The Malayan Emergency, 1948-1960* (Oxford: Oxford University Press, 1989); Donald Bloxham & A. Dirk Moses, *The Oxford Handbook of Genocide Studies* (Oxford: Oxford University Press, 2010).

<sup>3</sup> Niall Ferguson, *Empire: How Britain Made the Modern World* (London: Penguin, 2004).

<sup>4</sup> Voir par exemple la mini-série télévisée *Indian Summers* (Channel 4, 2015)

<sup>5</sup> Klaus Jürgen Gantzel & Torsten Schwinghammer, *Die Kriege nach dem Zweiten Weltkrieg 1945 bis 1992. Daten und Tendenzen* (Münster: Lit Verlag, 1995), p. 108.

<sup>6</sup> Karina Urbach, *Go-Betweens for Hitler* (Oxford: Oxford University Press, 2015); Martin Pugh, *Hurrah for the Blackshirts! Fascists and Fascism in Britain between the Wars* (London: Pimlico, 2006); Ian Kershaw, *Making Friends with Hitler: Lord Londonderry and Britain's Road to War* (London: Penguin, 2005).

toute entière. Et le tourisme de masse de l'après-guerre a éparpillé des millions de Britanniques en Dordogne et en Toscane. Il suffit de savoir que tous les adolescents des années 1960 écoutaient les *Beatles* et que chaque supermarché en Grande-Bretagne aujourd'hui stocke plusieurs variétés d'huile d'olive pour se rendre compte à quel point l'histoire britannique et l'histoire européenne s'entrecroisent. Même l'emblème de la continuité et de l'exceptionnalité britannique – la famille royale – a été obligé de prendre le nom « Windsor » en 1917 afin de dissimuler ses origines européennes !

Soyons clairs : il ne s'agit pas ici de nier les particularités de l'histoire britannique ; chaque communauté se raconte des histoires sur ses origines et sa singularité. Mais la vision eurosceptique et nationaliste des *Historians for Britain* nous paraît anachronique et insuffisante. Elle ne correspond pas à une historiographie transnationale émergente<sup>7</sup> et contredit de très nombreux travaux de qualité qui démontrent sans aucun doute que la Grande-Bretagne fait partie intégrante de tous les grands moments et processus européens<sup>8</sup>. Avant un referendum qui décidera très certainement de la place de la Grande-Bretagne dans le monde, les Britanniques sont en droit d'attendre un débat nuancé pour (ou contre) le destin européen de leur pays. Dans ce contexte, nous ne pouvons que dénoncer l'irresponsabilité des *Historians for Britain* et leur incapacité à dépasser les mythes nationaux les plus éculés.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 20 juin 2015

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>7</sup> Sur l'histoire « transnationale », voir par exemple Jürgen Osterhammel, *The Transformation of the World: A Global History of the Nineteenth Century* (Princeton, NJ: Princeton University Press 2014); Christopher Bayly, *The Birth of the Modern World: Global Connections and Comparisons, 1780-1914* (Oxford: Blackwell, 2004); Gunilla Budde, Sebastian Conrad & Oliver Janz (eds.), *Transnationale Geschichte: Themen, Tendenzen und Theorien* (Göttingen: Vandenhoeck & Rupprecht, 2006); Jürgen Kocka, *Geschichte des Kapitalismus* (Munich: Beck, 2013); Dominic Lieven, *The Aristocracy in Europe 1815-1914* (New York, NY: Columbia University Press, 1993); Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales* (Paris: Seuil, 2001); Leonardo Benevolo, *Storia della città* (Rome: Laterza, 2006); and Kaspar Maase, *Grenzenloses Vergnügen: Der Aufstieg der Massenkultur 1850-1970* (Berlin: Fischer, 1997).

<sup>8</sup> Par exemple, la tétralogie d'Eric Hobsbawm (*Age of Revolution, Age of Capital, Age of Empire and Age of Extremes*); Robert Paxton, *Europe in the 20<sup>th</sup> Century* (London: Wadsworth Publishing, 2001); Mark Mazower, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century* (London: Penguin, 1999); Robert Wink, *Europe 1648-1815: From the Old Regime to the Age of Revolution* (Oxford: Oxford University Press, 2004); Norman Davies, *Europe: A History* (London: Pimlico, 1997); Tony Judt, *Postwar: A History of Europe Since 1945* (London: Pimlico, 2005); Luise Schorn-Schütte, *Geschichte Europas in der Frühen Neuzeit: Studienhandbuch 1500-1789* (Paderborn: Schöningh, 2013); Serge Bernstein & Pierre Milza, *Histoire de l'Europe. Du XIXe au début du XXIe siècle* (Paris: Hatier, 2014); Michael Salewski, *Geschichte Europas. Staaten und Nationen von der Antike bis zur Gegenwart* (Munich: Beck, 2004); et Gisela Bock, *Women in European History* (Oxford: Wiley-Blackwell, 2002).